CONDETTE (Jean-François), *Deux cents ans de progrès éducatifs dans la France septentrionale (1808-2008). Bicentenaire de l'académie de Douai-Lille*

Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2008, 223 p.

Bernard Toulemonde

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2174>

DOI : 10.4000/histoire-education.2174

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 102-104

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Bernard Toulemonde, « CONDETTE (Jean-François), *Deux cents ans de progrès éducatifs dans la France septentrionale (1808-2008). Bicentenaire de l'académie de Douai-Lille* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 127 | 2010, mis en ligne le 10 mars 2011, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2174> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2174>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

CONDETTE (Jean-François), *Deux cents ans de progrès éducatifs dans la France septentrionale (1808-2008). Bicentenaire de l'académie de Douai-Lille*

Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2008, 223 p.

Bernard Toulemonde

RÉFÉRENCE

CONDETTE (Jean-François), *Deux cents ans de progrès éducatifs dans la France septentrionale (1808-2008). Bicentenaire de l'académie de Douai-Lille*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2008, 223 p.

- 1 C'est toujours avec un vif intérêt que l'on prend connaissance des ouvrages de Jean-François Condette, spécialiste français des recteurs d'académie, une institution administrative assez méconnue que, précisément, ses travaux ont popularisée, sinon dans le grand public, du moins dans les milieux de l'enseignement et de l'administration. Lillois lui-même, il n'est pas étonnant qu'il ait organisé une célébration propre à l'académie de Lille : c'est ce colloque, présidé par le recteur Bernard Dubreuil, qui est publié dans le présent recueil.
- 2 Le titre peut étonner par ses incertitudes géographiques : il évoque la France « septentrionale » et il mentionne deux villes : Douai et Lille. C'est que le ressort de l'académie et son siège ont varié avec le temps, comme l'explique parfaitement l'ouvrage. L'académie est constituée en 1808 des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ; son siège est fixé à Douai, qui est également celui de la Cour d'appel (conformément à la règle d'alors) et, de surcroît, de l'ancienne université supprimée à

la Révolution. Après les bouleversements de la IIe République, lors du rétablissement des grandes académies en 1854, l'académie s'adjoint trois autres départements (Somme, Aisne, Ardennes) et elle ne reviendra dans sa configuration d'origine qu'en 1962-1964, au moment de la création des académies de Reims et d'Amiens. Entre-temps, en 1887, le siège avait été transféré de Douai à Lille, dans des circonstances et pour des motifs décrits en détail.

- 3 En fait, le recueil comporte une série de communications autour du thème des « progrès éducatifs » dans le Nord-Pas-de-Calais. Sont successivement analysés, très finement, ces progrès dans les enseignements primaire (Marc Loison) et secondaire (Philippe Marchand) du début du XIXe siècle jusqu'en 1914, dans l'enseignement supérieur jusqu'en 1968 (J.-F. Condet). Le recteur Durand-Prinborgne, qui a exercé dans cette académie (1981-1984), présente pour sa part l'évolution de la fonction rectorale depuis 1945, sans s'attacher particulièrement au Nord-Pas-de-Calais. On le voit, l'ouvrage pourrait comporter des discordances de temps et d'échelle si J.-F. Condet n'effectuait une belle synthèse dans son introduction.
- 4 La richesse de ces contributions apporte incontestablement à la connaissance de l'histoire de l'enseignement dans le nord de la France ; elle permet aussi de tirer des leçons plus générales sur le fonctionnement du système éducatif.
- 5 En ce qui concerne les progrès de la scolarisation dans le Nord, on note un certain nombre de particularités : une évolution qui n'est pas linéaire mais connaît des périodes de régression dues à la concurrence du travail dans l'industrie ; une présence massive de l'enseignement privé, qui effectue une véritable percée au point de surpasser largement l'enseignement public dans le secondaire au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, et qui explique aussi le peu de succès des lycées publics de jeunes filles ; une forte implantation des écoles primaires supérieures (au détriment des études longues) et de la filière « moderne » dans les lycées (au détriment des latinistes) ; une quasi-absence de facultés au XIXe siècle et un long sous-développement de l'enseignement supérieur public. Cette construction historique du système éducatif dans le Nord-Pas-de-Calais n'explique-t-elle pas, pour une bonne part, les caractéristiques de l'académie de Lille d'aujourd'hui, en dépit des progrès accomplis ? Il serait d'ailleurs intéressant que des recherches spécifiques soient conduites sur la place et le rôle qu'y ont tenu et y tiennent l'enseignement professionnel et l'enseignement privé – qui restent des marques de l'académie de Lille.
- 6 En ce qui concerne le fonctionnement du système éducatif, les contributions confirment ce que des historiens avaient déjà perçu, à savoir qu'il y a lieu de nuancer la vision traditionnelle d'une centralisation extrême et du rôle de pur exécutant du recteur d'académie. Les contributions montrent d'abord l'influence des élus locaux : très conscients de l'importance de l'instruction, ils s'engagent résolument dans le développement des écoles primaires et des collèges municipaux ; ils font pression sur le gouvernement pour obtenir des lycées et, plus encore, avec les milieux économiques, pour implanter enfin des facultés, obtenir leur réunion à Lille à la fin du XIXe siècle, multiplier plus récemment les implantations universitaires (Valenciennes et, enfin, Arras et le Littoral). Face à ces initiatives multiples, le rôle des autorités académiques n'est pas de simple exécution des décisions ministérielles. Au contraire, jouissant d'une grande stabilité tout au long des IIIe et IVe Républiques, présidant le Conseil de l'université, les recteurs jouent un rôle déterminant dans le développement de la scolarisation et se font les relais aussi actifs que discrets de leurs administrés auprès

des autorités centrales. C'est ainsi, par exemple, que Georges Lyon (recteur pendant vingt-et-un ans, de 1902 à 1924) est l'artisan de la modernisation de l'enseignement des jeunes filles, qu'Albert Châtelet (recteur pendant douze ans, de 1924 à 1937) s'attache à développer les instituts universitaires spécialisés et promeut le projet de « cité hospitalière » regroupant hôpital et faculté de médecine — un modèle du genre — ou que, plus récemment, le recteur Guy Debeyre (1955-1972), devenu une grande figure du Nord-Pas-de-Calais, se transforme, avec l'explosion des effectifs à la suite du *baby-boom*, en aménageur du territoire et en bâtisseur de collèges, de lycées et de campus universitaires. Par conséquent, la fonction rectorale a certes profondément évolué depuis 1945 — comme le montre Claude Durand-Prinborgne — sous l'effet de la massification, de la décentralisation territoriale, de l'autonomisation croissante des universités, mais peut-être pas autant qu'on a pu le dire. C'est surtout depuis les années 1970 que les recteurs, titulaire d'une « mission » de plus courte durée, choisis plus souvent pour leur proximité politique avec le gouvernement, deviennent des « managers du changement » et même des « animateurs » ou « pilotes » des politiques publiques d'éducation.

- 7 Dans une académie où le quart de la population est scolarisé, les leçons de l'histoire que retrace cet ouvrage sont aussi un puissant instrument pour relever les « défis de demain », soulignés dans sa conclusion par le recteur Dubreuil.